

Zeitschrift: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1566

Artikel: Tourisme : la formation vaut bien une hausse de la TVA
Autor: Danesi, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021439>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La formation vaut bien une hausse de la TVA

Le tourisme est aux abois. La qualification professionnelle du personnel en souffre. La qualité suisse tire la langue. La TVA pourrait être son salut

Le client est roi. Il faut satisfaire ses besoins et ses désirs. Une offre unique et individualisée de qualité est la clé du succès. Le développement du tourisme suisse compte sur la convivialité. Ce sont les thèses une, deux et trois d'un document qui en comprend dix - un décalogue de plus - diffusé en mars dernier sur l'économie touristique suisse par GastroSuisse, hotelleriesuisse, la Fédération suisse du tourisme, les Remontées mécaniques suisses, l'Union des transports publics et Suisse Tourisme. Evidemment la qualité a un prix, la TVA pourrait le payer.

Innover et coopérer

Bien sûr, les investissements dans les infrastructures sont primordiaux pour assurer de bonnes conditions d'hébergement, de transports et de séjour. La branche est passablement endettée. Bon nombre d'hôtels et

de restaurants, ainsi que les installations pour les sports d'hiver méritent un coup de jeune.

Le prêt de cent millions décidé par les Chambres fédérales, mais jugé insuffisant par la gauche, devrait servir à revitaliser un équipement démodé et obsolète. Et surtout à rationaliser et à intégrer l'offre fragmentée en mille et une mini-entreprises qui agissent dans le désordre sans concertation. Il s'agit en somme de multiplier les coopérations (thèses sept et neuf).

Le capital humain

Mais sans hommes ni femmes, les infrastructures ne sont que spot publicitaire ou gouffre à faillite (voire encadré ci-dessous). C'est pourquoi le personnel est en première ligne, du sommelier au gestionnaire. Il est le relais, le passeur vers les richesses naturelles et urbaines du pays. Que ce soit dans l'hôtellerie, colonne vertébrale de la

branche, ou dans l'animation et l'accompagnement, il faut un personnel formé, motivé, polyvalent. C'est la thèse numéro quatre, et tout le monde est d'accord.

En revanche, le financement de la formation est problématique. Les dix millions, prévus par le Conseil fédéral dans son message de septembre 2002, sont insatisfaisants pour la gauche et à peine acceptables pour la droite, obnubilée par l'état des caisses fédérales. Le camp rose-vert demandait davantage. Il souhaitait en engagement plus ambitieux. Dix mille personnes souffrent d'une formation lacunaire. Des étrangers surtout, «importés» au fil des années pour pourvoir des emplois peu qualifiés. A ce tarif, il est probable que la requalification professionnelle se poursuive au compte-gouttes et laisse sur le carreau les plus démunis, malgré les congés de formation de trois jours par an inscrits dans la Convention collective du secteur.

Les prix ne font pas le touriste

L'industrie touristique, qui subit depuis quinze ans les affres de conjonctures économiques difficiles, réclame une politique fiscale sur mesure, susceptible d'encourager son expansion et sa modernisation (thèse numéro huit). Trop de taxes entravent son rayonnement. Plus précisément, elle entend profiter jusqu'en 2006 au moins d'un taux de TVA préférentiel, 3,6 au lieu de 7,6% - souhait accepté par Parlement - sans parler de la revendication pour la gastronomie d'un taux équivalent à celui du

commerce de détail (2,4 au lieu du 7,6 % en vigueur). Or, une étude de l'Administration fédérale des finances (AFF) (*La vie économique*, 3-2003) montre que la suppression du taux spécial ne pénaliserait pas la compétitivité internationale du secteur. Le niveau des prix n'influence pas ou peu la décision de séjourner en Suisse. La météo et la qualité des prestations semblent bien plus déterminantes. Autrement dit, on visite le pays sans trop compter, mais on en veut pour son argent.

Voilà pourquoi on pourrait sans trop de dommages relever la TVA à son taux courant, bien en deçà des standards européens. Les recettes dégagées par la hausse - 180 millions de francs environ - pourraient alors financer la formation et la qualification professionnelle. Un postulat présenté en 2001 par le socialiste bernois Rudolf Strahm allait déjà dans ce sens. Elles profiteraient directement au tourisme suisse sans disparaître dans le pot commun de la Confédération. Finalement, le client payerait un peu plus pour la qualité qu'il attend de son séjour en Suisse. *md*

La nouvelle politique du tourisme de la Confédération était le thème de *La vie économique* de juin 2002 édité par le seco.

www.gastrosuisse.ch
www.schweizferien.ch
 (Suisse tourisme)
www.swisstourfed.ch
 (Fédération suisse du tourisme)
www.swisshotels.ch
 (Hôtellerie suisse)

Apprendre la qualité

Au cours des années nonante, les cantons ont assoupli leurs lois sur les établissements publics. On peut ouvrir un bar ou un restaurant sans certificat de capacité pour la gestion d'un local. Les établissements se sont ainsi multipliés. Dépourvus de formation et d'expérience dans le métier, les nouveaux venus disparaissent aussitôt qu'ils ont apparu. Selon GastroSuisse, chaque année, un local sur cinq change de propriétaire.

Karl Eugster, directeur de Hotel & Gastro Union, regrette le niveau insuffisant des qualifications du personnel touristique. La qualité de l'offre en souffre directement. Des erreurs de gestion affectent les investissements et leur efficacité. Seule la formation, considérée par beaucoup d'employeurs comme un frein à la productivité ou tout simplement insupportable en raison de la taille modeste des établissements, peut rentabiliser les crédits et garantir la compétitivité du tourisme suisse.